

Lycée Fustel de Coulanges, Strasbourg

BACCALAUREAT BLANC n°4

Mai 2016

TESL

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

L'usage de la calculatrice est strictement interdit

Attention !

Les épreuves d'enseignement obligatoire et d'enseignement de spécialité (Economie Approfondie ou Sciences Sociales et Politiques) doivent impérativement être rédigées sur des copies distinctes.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation, soit l'épreuve composée

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
 - de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
 - de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
 - de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.
- Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Ce sujet comporte quatre documents

SUJET : LES VARIATIONS DE LA DEMANDE EXPLIQUENT-ELLES A ELLES SEULES LES FLUCTUATIONS ECONOMIQUES ?

DOCUMENT 1

Contributions (en points)* à l'évolution (en %) du Produit Intérieur Brut en France aux prix de l'année précédente

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
PIB	1,8	2,5	2,3	- 0,1	- 3,1	1,7	1,7	0,3	0,3	0,2
Dépenses de consommation finale	1,7	1,6	1,7	0,4	0,7	1,3	0,2	0,2	0,7	0,7
<i>Dont :</i>										
<i>Ménages</i>	1,4	1,2	1,3	0,1	0,1	0,8	0,1	-0,5	0,2	0,3
<i>Administrations publiques</i>	0,3	0,3	0,4	0,3	0,6	0,4	0,0	1,7	2,0	0,4
FBCF	0,8	0,8	1,3	0,1	- 2,3	0,2	0,7	0,3	-1,0	-0,3
Exportations	0,7	1,4	0,6	- 0,1	-3,3	2,3	1,3	1,1	2,2	0,7
Importations	- 1,4	- 1,4	- 1,5	- 0,3	2,8	- 2,2	- 1,4	-1,3	1,7	-1,2
Variations de stocks	0,0	0,1	0,2	- 0,2	- 1,2	0,1	0,8	-0,5	-0,2	0,2

Source: *Comptes nationaux*, INSEE 2016

(*) Les résultats étant arrondis, il se peut que la variation du PIB diffère légèrement de la somme des différentes contributions.

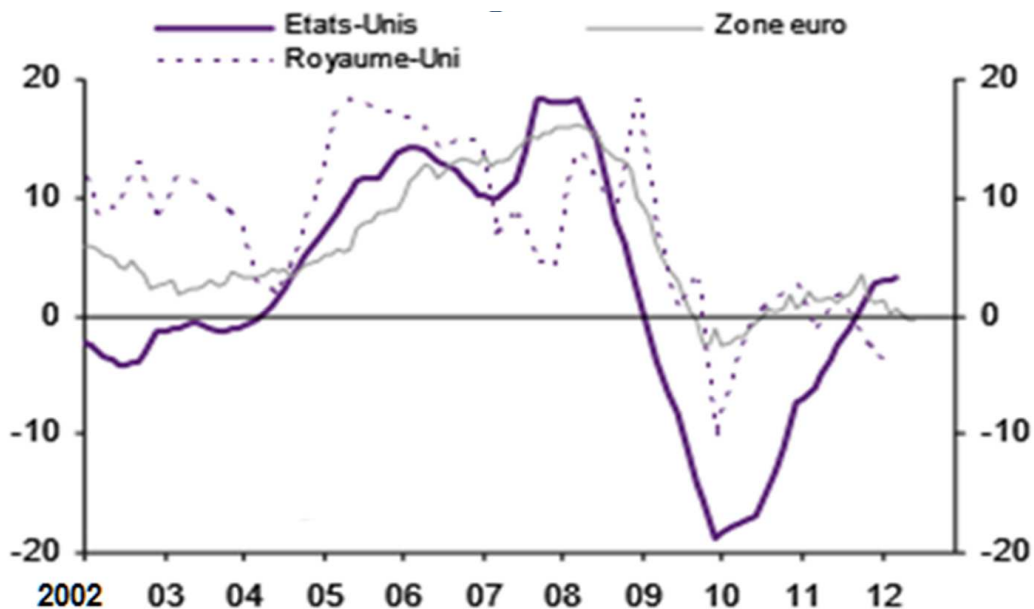
DOCUMENT 2

Le séisme de grande ampleur qui a affecté l'Est du Japon le 11 mars 2011 est le plus fort qui ait été récemment enregistré dans le pays. Sa magnitude de 8,9 sur l'échelle de Richter est très largement supérieure à celle de 7,2 enregistrée lors du séisme de Kobé en 1995. Son bilan humain est très élevé : 15 000 victimes, 10 000 disparus, 115 000 personnes sinistrées. La région de Tohoku, qui contribue au PIB japonais à hauteur de 6 %, a été fortement affectée par le tsunami qui a suivi le séisme. Le montant des dommages au stock de capital est estimé entre 16 000 et 25 000 milliards de yens, soit entre 3 % et 5 % du PIB. Mais outre le choc dû à cette catastrophe naturelle, l'économie est à présent confrontée à une crise nucléaire, essentiellement centrée autour de la centrale de Fukushima. [...] Le séisme au Japon a eu pour effet immédiat la destruction d'une part importante du stock de capital, tant privé que public, de l'économie nipponne. Les dommages subis par le stock total recouvrent [...] l'immobilier résidentiel, les usines et les équipements privés.

Source : « Les répercussions du séisme du 11 mars sur l'économie japonaise et l'économie mondiale », *Bulletin de la Banque de France*, 2011.

DOCUMENT 3

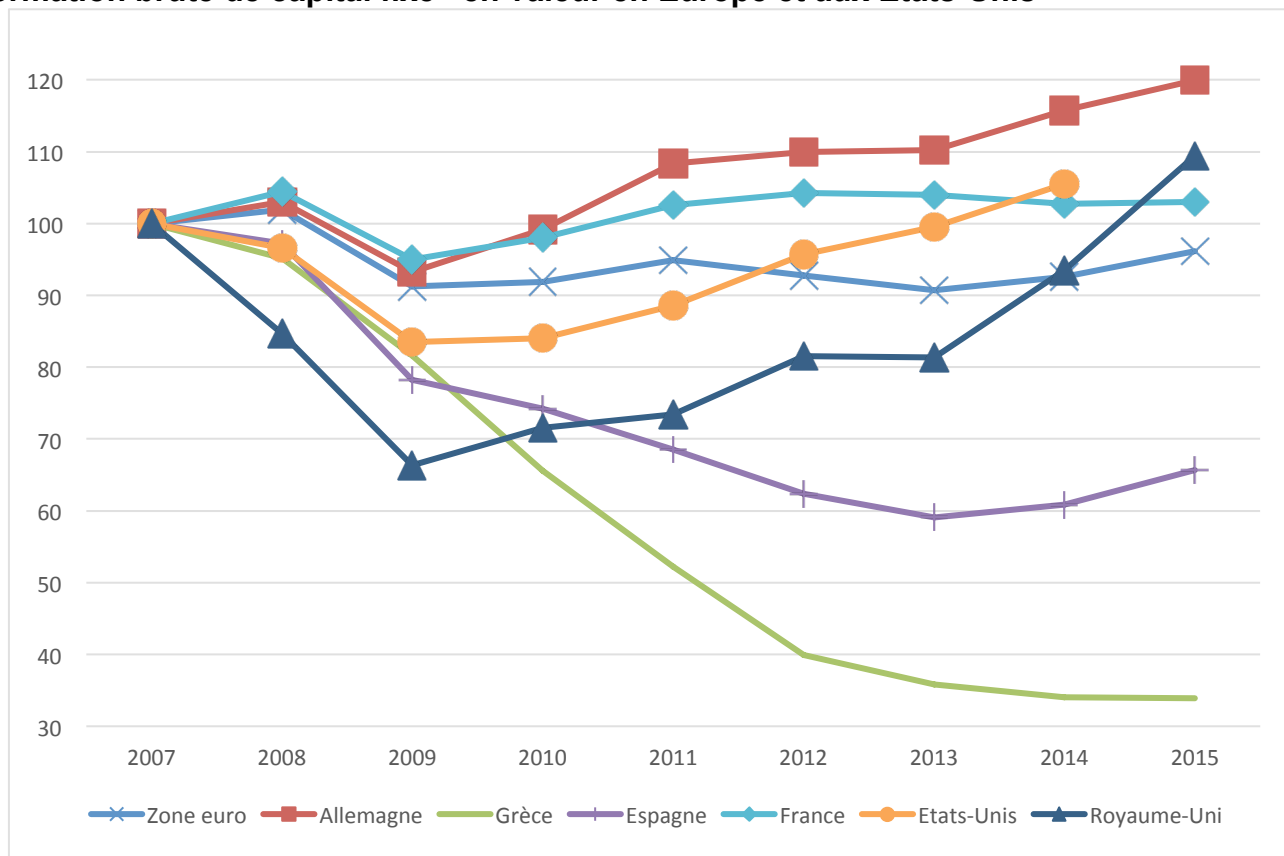
Crédits bancaires aux entreprises, variations en %



Source : Banque Natixis, août 2012.

DOCUMENT 4

Formation brute de capital fixe¹ en valeur en Europe et aux Etats-Unis



Source : D'après Eurostat et Banque Mondiale, mai 2016.

¹ La FBCF ou Formation brute de capital fixe est utilisée en comptabilité nationale pour mesurer l'investissement. Elle est ici mesurée en indices, base 100 en 2007.

Epreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties.

- Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre de l'enseignement obligatoire.
- Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.
- Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :
 1. en développant un raisonnement ;
 2. en exploitant les documents du dossier ;
 3. en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
 4. en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

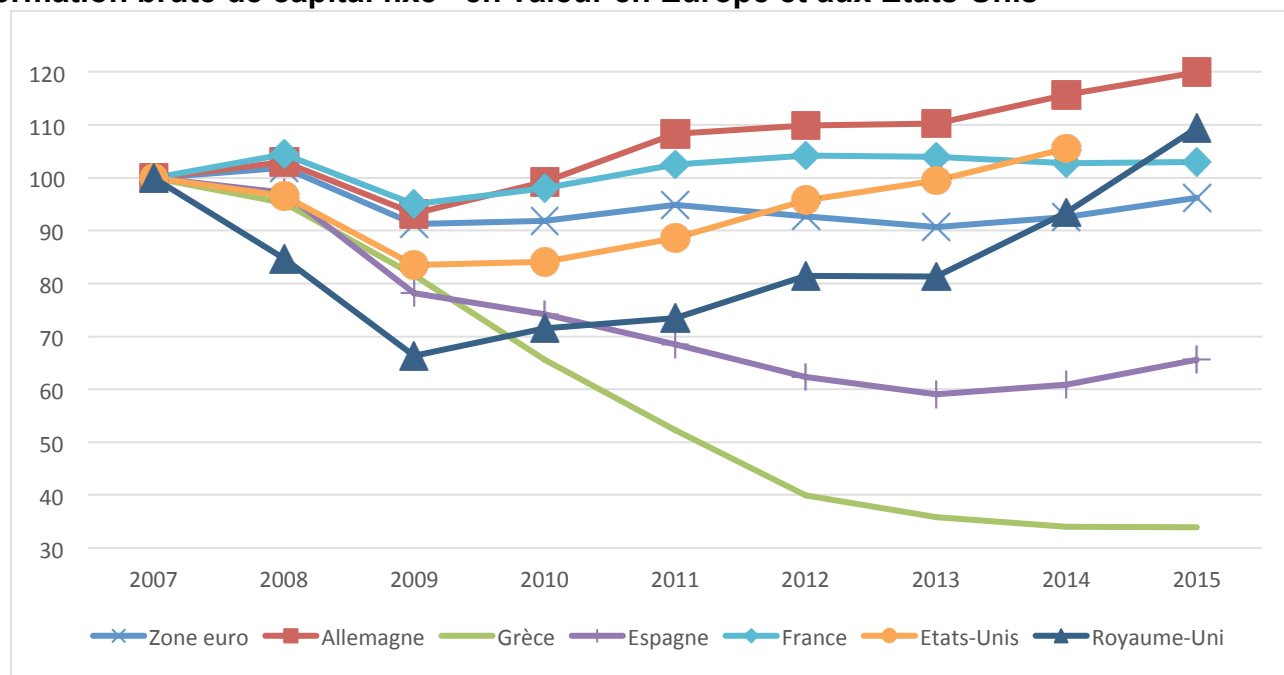
Première partie : Mobilisation des connaissances (2 questions à 3 points chacune)

EC1.1	Illustrez par trois exemples la diversité des conflits sociaux.
EC1.2	Montrez que égalité des droits et égalité des chances peuvent être contradictoires.

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Après avoir présenté le document, vous comparerez l'évolution de l'investissement dans les pays de l'OCDE depuis 2007.

Formation brute de capital fixe¹ en valeur en Europe et aux Etats-Unis



Source : D'après Eurostat et Banque Mondiale, mai 2016.

¹ La FBCF ou Formation brute de capital fixe est utilisée en comptabilité nationale pour mesurer l'investissement. Elle est ici mesurée en indices, base 100 en 2007.

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents.

SUJET : A L'AIDE DE VOS CONNAISSANCES ET DU DOSSIER DOCUMENTAIRE, VOUS MONTREREZ QUE LA DIVERSITE DES FORMES DU CHOMAGE PEUT ORIENTER LES POLITIQUES DE L'EMPLOI.

DOCUMENT 1

Statut d'emploi et type de contrat en 2011 selon le diplôme et la durée depuis la sortie de formation initiale (en %)						
	Enseignement supérieur long	Enseignement supérieur court	Bac et équivalents	CAP-BEP et équivalents	Brevet, CEP et sans diplôme	Ensemble
Sortis depuis 1 à 4 ans de formation initiale						
Non salariés	7,0	5,8	4,5	2,8	2,4	5,2
Salariés	93,0	94,2	95,5	97,2	97,6	94,8
<i>dont :</i>						
- emplois à durée limitée	20,6	24,0	29,7	31,2	34,8	26,2
- intérim	2,4	5,8	8,0	9,6	11,6	6,2
- contrats à durée indéterminée du secteur privé	56,6	50,2	53,5	52,3	45,6	53,1
- contrats à durée indéterminée du secteur public	13,4	14,2	4,3	4,1	5,7	9,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Sortis depuis 11 ans et plus de formation initiale						
Non salariés	16,8	13,6	13,8	14,0	11,3	13,7
Salariés	83,2	86,4	86,2	86,0	88,7	86,3
<i>dont :</i>						
- emplois à durée limitée	4,3	4,0	5,1	4,9	7,1	5,3
- intérim	0,3	0,6	1,3	1,8	2,4	1,5
- contrats à durée indéterminée du secteur privé	48,8	59,8	61,3	64,1	66,1	61,1
- contrats à durée indéterminée du secteur public	29,7	22,0	18,5	15,2	13,2	18,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Champ : France métropolitaine. Source : INSEE, Enquête Emploi, 2010

DOCUMENT 2

Des milliards comme s'il en pleuvait ! Les États-Unis, la Chine, le Japon ou les pays européens ont dégainé des plans de relance impressionnants, d'un montant total déclaré de plus de 2 800 milliards de dollars (2 190 milliards d'euros) sur deux ans. La dépense supplémentaire "en passe d'être décidée par les principaux pays pour 2009 et 2010 représente 5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial", selon les économistes de Natixis.

Dans ces programmes, la liste des mesures sur la fiscalité, l'appui aux industries et aux entreprises, les travaux d'infrastructures, les projets d'équipements, le soutien à la consommation ou aux ménages, donnent l'impression d'un inventaire à la Prévert. (...)

Le Fonds monétaire international (FMI), qui évalue le coût budgétaire des plans annoncés par les pays du G 20 (les 20 grandes économies développées et émergentes) à 1,5 % de leur PIB, en moyenne, en 2009, estime que leur impact permettrait d'obtenir 0,5 à 1,25 point de croissance pour l'ensemble de ces pays, atténuant ainsi la récession. L'institution prévoit en effet une croissance mondiale de 0,5 % en 2009 (- 2 % dans les pays développés et + 3,3 % dans les pays émergents et en développement), avant un rebond à 3 % en 2010. (...)

Aujourd'hui, face à la chute libre de l'activité, un effet rapide est recherché. En France, par exemple, le remboursement par anticipation de 11,4 milliards d'euros de crédit d'impôt¹ (...) répond à l'urgence. C'est aussi le cas des aides à la consommation qui entrent vite en vigueur - comme la baisse de la TVA, en décembre 2008 au Royaume-Uni - ou des baisses et des crédits d'impôts sur le revenu, surtout dans les pays effectuant les prélèvements à la source, comme aux États-Unis ou en Allemagne.

Source : « *Comment faire redémarrer l'économie ?* »,

RODIÈR Anne et DE TRICORNOT Adrien, *Le Monde*, 10 février 2009.

¹ Crédit d'impôt : mesure administrative permettant d'alléger l'impôt d'un agent économique (soit par réduction de l'impôt payé, soit par remboursement versé directement à son bénéficiaire).

DOCUMENT 3

Principaux dispositifs spécifiques de politique d'emploi en 2010 (en milliers de personnes)

	Bénéficiaires en fin d'année			
	2007	2008	2009	2010
Emploi marchand aidé	1128	1025	1002	990
<i>dont :</i>				
- exonérations et primes à l'embauche des jeunes	136	59	4	1
- exonérations et primes à l'embauche de chômeurs de longue durée	89	66	92	64
- aide à la création d'entreprise	114	131	182	210
- contrats en alternance	619	603	572	568
- accompagnement des restructurations	19	13	11	9
Emploi non marchand aidé	248	184	241	254
<i>dont :</i>				
- contrats d'Avenir	88	78	68	5
- contrats d'Accompagnement dans l'emploi	150	102	172	a
Formation des demandeurs d'emploi	237	272	361	350
<i>dont :</i>				
- Stages de formation	225	251	332	319
- Prévention du chômage de longue durée	12	21	29	31
Retraits d'activité (dispensés de recherche d'emploi)	512	460	405	322
Total	2125	1943	2010	1916

Champ : France métropolitaine.

Source : d'après INSEE, « Tableaux de l'Économie Française », 2010, 2011 et 2012.